



HAL
open science

La question sociale des travailleurs en Allemagne : entre Églises, État et syndicats, 1850-1890

Thomas Nicklas

► To cite this version:

Thomas Nicklas. La question sociale des travailleurs en Allemagne : entre Églises, État et syndicats, 1850-1890. Laloux, Ludovic; Péters, Arnaud. Le travail en Europe occidentale des années 1830 aux années 1930 : mains-d'œuvre artisanales et industrielles, pratiques et questions sociales, Presses Universitaires de Valenciennes, pp.107-120, 2020, 978-2-36424-076-6. hal-02995767

HAL Id: hal-02995767

<https://hal.univ-reims.fr/hal-02995767>

Submitted on 17 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

LA QUESTION SOCIALE

DES TRAVAILLEURS EN ALLEMAGNE :

ENTRE ÉGLISES, ÉTATS ET SYNDICATS, 1850-1890

THOMAS NICKLAS

Université de Reims

La Confédération germanique est créée en 1815, lors du Congrès de Vienne, pour restructurer la plus grande partie de l'espace germanophone, Autriche comprise, après les bouleversements de l'époque révolutionnaire et napoléonienne. Elle regroupe 35 États monarchiques (en 1817) et quatre républiques urbaines. Ces territoires très hétérogènes sont sujets à un processus de modernisation socio-économique profond et radical¹. La plupart des États mettent en place une union douanière et commerciale (*Zollverein*), dès 1834, placée sous l'égide de la Prusse. Cette décision entraîne successivement l'intégration économique des différents États de la Confédération, Autriche exceptée, sous la direction de la Prusse, première puissance économique au sein de la Confédération. Le *Zollverein* crée un marché intérieur unique et harmonise les règles fiscales, préparant ainsi la naissance de l'État-nation allemand. Cette unification allemande est réalisée après la politique hasardeuse du ministre-président de Prusse, Otto von Bismarck (1815-1898), avec le soutien des forces politiques libérales, favorables à un grand marché intérieur unifié, au prix de trois guerres successivement contre le Danemark (1864), l'Autriche (1866) et la France (1870).

1 Pour une vision globale de l'époque : Jürgen OSTERHAMMEL, *La transformation du monde au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2017, 1250 p. ; Sandrine KOTT, *L'Allemagne du XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1999, 254 p. Pour l'histoire de l'industrialisation des pays germaniques, lire : Dieter ZIEGLER, *Die Industrielle Revolution*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2012, 152 p. ; Marcel BOLDORF, *Deutsche Wirtschaft und Politik vom Kaiserreich bis ins 21. Jahrhundert*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2018, 160 p. Voir aussi : Laurent TISSOT et Marcel BOLDORF, *Histoires de territoires. Les territoires industriels en question, XVIII^e – XX^e siècles*, Neuchâtel, Alphil – Presses universitaires suisses, 2010, 438 p.

1. État-nation et industrialisation : la pose du cadre

L'augmentation du volume des échanges commerciaux entre les différentes régions et leur intégration au sein d'un État-nation font de la construction des lignes de chemin de fer un vaste projet à la fois essentiel sur le plan des infrastructures et éminemment stratégique. Les États allemands se dotent d'un réseau ferroviaire dense (21 471 km de lignes en 1871) pour assurer le transport efficace et rapide des marchandises et des personnes. Les investissements énormes dans le domaine des transports, depuis les années 1840, stimulent le marché boursier et le secteur bancaire, tout en renforçant à leur tour la sidérurgie et l'industrie mécanique (construction de locomotives). Les grands bassins miniers (Ruhr, Sarre, Silésie, Saxe centrale) se développent rapidement car l'exploitation du charbon fournit l'énergie pour actionner les machines à vapeur, force motrice des usines et des locomotives. Un autre changement substantiel est à signaler pour la démographie du pays. En 1871, l'Allemagne compte 41 millions d'habitants, par rapport à 24, 8 millions, en 1815, au moment du congrès de Vienne. En 1910, le chiffre s'élève à 65 millions ! Cette forte expansion démographique se traduit également par une poussée de l'urbanisation et une activité de construction importante qui marquent profondément les grandes villes industrielles et commerciales.

Peu développé jusque vers 1850, le paysage urbain se transforme complètement par la construction de grandes «casernes locatives» (*Mietskasernen*) pour loger une population ouvrière de plus en plus nombreuse. À côté des grands immeubles destinés à l'habitat ouvrier, les usines sortent de terre. Se regroupe ainsi dans un même lieu un maximum de moyens pour produire le plus économiquement possible de grandes quantités d'un même produit. Les tâches des ouvriers sont fragmentées pour l'organisation efficace du travail et afin de saturer les ressources (machines, main-d'œuvre). La modernité de la société industrielle change radicalement les modes de vie et la conception du travail placée sous la contrainte de la rentabilité et d'une productivité toujours accrue. Une singulière accélération marque aussi le domaine des communications où de nouveaux systèmes destinés à transmettre des messages sur de grandes distances révolutionnent complètement le monde de l'information. En 1848, une ligne télégraphique est installée entre Berlin et Francfort-sur-le-Main, deux villes distantes d'environ 600 kilomètres, afin de transférer des messages en l'espace de quelques minutes. Même le temps est remodelé par l'unification de l'heure, en 1893, sur tout le territoire allemand puisqu'il s'était avéré impossible de régler les horaires des trains en raison des heures locales variant d'une ville à l'autre². L'unification du temps symbolise la radicalité des mutations qui mettent fin à l'heure locale,

2 Wolfgang SCHIVELBUSCH, *Histoire des voyages en train*, Paris, Le Promeneur, 1990, 264 p.

inchangée depuis des siècles, ouvrant une brèche à la modernité envahissante avec son rythme nouveau dans les villages les plus reculés.

Le premier cycle de croissance économique industrielle dans les États de la Confédération germanique débute vers 1845, résultat de la mise en place de l'union douanière et de la construction des lignes de chemin de fer qui prennent de l'ampleur au cours des années 1840. La création du système ferroviaire amène le développement du secteur financier encadré par les gouvernements allemands. À titre d'exemple, la Prusse se dote, en 1843, d'une législation sur les transactions en bourse pour mieux gérer l'activité boursière, tout en endiguant la spéculation déclenchée par la «fièvre ferroviaire». En 1844, la première grande exposition industrielle allemande est organisée à Berlin. Cet événement permet à un vaste public de percevoir les mutations amenées par l'industrialisation et de prendre la mesure du progrès technologique placé sous le signe de la machine à vapeur. En même temps, la croissance industrielle génère des crises sociales. Dans le secteur économique du textile, la production industrielle dans de grandes usines déstabilise l'artisanat traditionnel dont les méthodes de travail s'avèrent insuffisamment rentables pour affronter la concurrence des grands fabricants. Un épisode très médiatisé à l'époque est l'émeute des tisserands de Silésie qui, en 1844, réagissent à la détérioration de leurs conditions de travail, à l'augmentation du chômage et à la diminution des salaires. L'intervention de l'armée prussienne mâte rapidement la révolte. L'action brutale de l'État en faveur des industriels, ces «maîtres d'usine» qualifiés d'impérieux et de tyranniques, laisse un goût amer à de nombreux intellectuels de l'époque. Exilé à Paris, le journaliste et poète Heinrich Heine (1797-1856) compose le «Chant des tisserands silésiens», une violente diatribe contre les autorités prussiennes et un manifeste poétique de la lutte des classes se traduisant par l'antagonisme entre fabrique moderne et artisanat traditionnel³. En 1846-1847, une crise agraire aggrave encore davantage la paupérisation d'une partie des habitants, c'est-à-dire les «perdants» de l'industrialisation.

Une forte hausse des prix des denrées alimentaires, consécutive à une série de mauvaises récoltes, renforce les troubles sociaux dans toute l'Europe. Ceci débouche sur les événements révolutionnaires de 1848-1849 dans presque tous les pays européens (Royaume-Uni et Belgique exceptés). Les projets politiques révolutionnaires échouent dans les États allemands, ainsi qu'en Autriche, mais les années 1850 y voient le triomphe du libéralisme économique au nom de la «liberté des marchés». La dérégulation de l'économie accélère encore le

3 François GENTON, «"Les Tisserands de Silésie" (1844, Heinrich Heine), "Le Chant des ouvriers" (1846, Pierre Dupont) et "les lendemains qui chantent"», *La Question sociale du Vormärz / Vormärz und soziale Frage, 1830-1848*, dir. Thomas BREMER, Wolfgang FINK, Françoise KNOPPER, Thomas NICKLAS, Reims, EPURE, 2018, p. 11-33.

développement industriel en hissant la Confédération germanique au niveau des grandes puissances économiques, Grande-Bretagne et États-Unis en tête. Selon l'économiste et sociologue Werner Sombart (1863-1941), l'industrialisation bat son plein entre 1850 et 1870, permettant à l'Allemagne d'entrer triomphalement dans «l'ère capitaliste» avant même son unification politique. Pendant cette phase du «take-off» industriel, le développement économique connaît de très grandes disparités selon les régions mais les changements politiques et économiques transforment profondément toute la société allemande à l'époque de la création de l'Empire allemand en 1871. Cette unification politique apporte des investissements capitalistes et une nouvelle accélération de la vie économique nourrie par les réparations de guerre à hauteur de 5 milliards de francs-or, versées par la France après le traité de paix signé à Francfort (10 mai 1871). Toutefois, l'augmentation de la masse monétaire en circulation renforce aussi les effets de la spéculation. Dans ces «années des fondateurs» (*Gründerjahre*), de nombreuses sociétés sont créées, expression d'une tendance trop optimiste misant sur la permanence de l'expansion économique. Or, la stagnation des profits des entreprises et une baisse des actions dans les places boursières allemandes, au cours de l'été 1873, mettent à mal cet optimisme.

La grave crise bancaire qui surgit alors en Autriche entraîne de nombreuses banques allemandes dans la chute et, en octobre 1873, le krach se propage à la bourse de Berlin. L'éclatement des bulles spéculatives et l'effondrement de ces instituts bancaires ont des effets dévastateurs sur l'économie réelle. En raison du manque de capitaux, la crise financière devient une crise économique générale, principale cause de la disparition de nombreuses sociétés créées dans les années précédentes. Après 1873, l'optimisme en matière d'économie n'est plus de mise et des voix critiques s'élèvent pour remettre en cause la capacité du système capitaliste à rebondir et à retrouver le chemin de la croissance stable et continue. Le mouvement socialiste allemand, unifié depuis 1875 derrière un programme politique (programme de Gotha), recueille les voix des ouvriers lors des élections parlementaires et se maintient face à la répression instaurée par les lois antisocialistes de Bismarck entrant en vigueur en 1878⁴. Parallèlement, la création littéraire en Allemagne commence à s'intéresser au sort réservé aux classes défavorisées et au prix humain que la société paie pour le progrès industriel⁵. À la lumière de la crise économique que l'Allemagne subit depuis 1873, la «question sociale» se pose donc avec acuité, en réclamant des éléments

4 Il est à noter que Bismarck a concédé le suffrage universel (masculin) à l'échelle de l'Empire allemand, renforçant ainsi (bien contre son gré) le mouvement socialiste, d'où les mesures prises dès 1878 pour éliminer le parti socialiste ouvrier d'Allemagne. Ces lois antisocialistes n'apportent pas le succès escompté par Bismarck et sont abrogées dès 1890, année de la démission du chancelier.

5 Voir la pièce «Les Tisserands» de Gerhard Hauptmann (1862-1946), composée en 1892, qui mit en scène la révolte des tisserands silésiens de 1844.

de réponse aux acteurs sociopolitiques, aux Églises, aux syndicats nouvellement créés, ainsi qu'à l'État, acteur social de plus en plus présent sous l'impulsion de la figure tutélaire et charismatique du chancelier Bismarck.

2. Églises et question sociale : l'exemple de M^{gr} Ketteler

Au sein du catholicisme allemand, des voix se lèvent depuis les années 1830 pour réclamer une politique sociale de l'État en faveur des ouvriers industriels souvent mal payés, mal logés et mal nourris. Ces demandes sont articulées dans les monarchies constitutionnelles de l'Allemagne du Sud qui s'étaient dotées depuis 1815 d'un système parlementaire bicaméral, à l'instar du Grand-duché de Bade⁶. Dans la chambre badoise, réunie à Karlsruhe, le tout premier discours de politique sociale est tenu, le 25 avril 1837, par le député catholique Franz Joseph Buß (1803-1878), professeur de droit public à l'université de Fribourg-en-Brisgau⁷. L'orateur revendique la limitation du temps de travail des ouvriers, leur protection contre les accidents de travail, une meilleure formation professionnelle et le soutien de l'État en faveur de la création de petites entreprises pour permettre à la population ouvrière de se hisser à un niveau social plus élevé. Ce « discours de la fabrique » (*Fabrikrede*) du député Buß connaît un écho retentissant, mais il ne reçoit pas l'aval de la majorité. La Chambre rejette ces propositions, puisqu'elle met en avant les principes de la doctrine libérale, laquelle exclut toute ingérence de l'État dans la vie économique, incompatible avec l'idée de la liberté entrepreneuriale qui prône l'autonomie des chefs d'entreprise pour négocier avec leurs employés sur une base individuelle et sans contrainte de la part des autorités. Les tentatives d'établir une « politique sociale », en s'appuyant sur le pouvoir étatique, n'aboutissent pas, tant que les majorités libérales dans les parlements s'y opposent, au nom de la « liberté des marchés ». Il est donc évident que les initiatives sociales telles qu'elles sont prises par des membres du clergé visent l'action concrète et l'amélioration immédiate du sort de certains groupes défavorisés. À titre d'exemple, le prêtre catholique Adolph Kolping (1813-1865), de Cologne, crée un réseau d'associations de compagnons pour améliorer la vie des jeunes apprentis de métiers. Dans le domaine protestant, le théologien Johann Heinrich Wichern (1808-1881), exerçant comme pasteur dans des quartiers pauvres de la ville de Hambourg, crée la notion d'« action sociale » pour désigner son activité en faveur des enfants issus des familles en détresse. En 1833, Wichern fonde dans la banlieue hambourgeoise un établissement pour l'accueil des enfants négligés et en difficulté d'apprentissage. Cette mission finit par trouver sa place dans une structure plus importante que Wichern

6 Voir surtout : Jacky HUMMEL, *Le constitutionnalisme allemand (1815-1918). Le modèle allemand de la monarchie limitée*, Paris, PUF, 2002, 351 p.

7 Franz Josef STEGMANN, *Franz Joseph von Buß 1803-1878*, Paderborn, Schöningh, 1994, 149 p.

veut nationale et qu'il appelle la «Mission intérieure des Églises protestantes d'Allemagne».

Si les activités de Kolping et de Wichern visent surtout à améliorer le sort des jeunes issus des familles pauvres, afin de leur donner un idéal de vie, l'évêque du diocèse catholique de Mayence, M^{gr} Ketteler, s'occupe du sort que la société a réservé aux travailleurs dans les usines. Wilhelm Emmanuel von Ketteler (1811-1877) était issu d'une famille de l'ancienne noblesse de Westphalie. Après avoir suivi des études de droit, il étudie la théologie et devient prêtre en 1844. Jeune chapelain d'une paroisse en Westphalie, il s'intéresse à la question sociale et procède à la construction d'un hôpital pour des personnes défavorisées dans la petite ville industrielle de Beckum. Élu député à la constituante de Francfort⁸, il est finalement nommé évêque de Mayence en 1850. Dans son diocèse, il devient un éminent représentant du catholicisme politique et social⁹. Tout comme le député Buß dans son discours de 1837 resté célèbre, il plaide pour l'intervention de l'État afin de rééquilibrer le rapport de force entre les industriels et les ouvriers, il met aussi l'accent sur les obligations sociales de la propriété et de la richesse, une idée diamétralement opposée à la doctrine libérale préconisant la liberté entrepreneuriale. Membre de la Diète (parlement) de la Hesse, il engage un vif débat avec les porte-parole des libéraux qui veulent introduire le travail dominical pour élever le taux d'utilisation des machines dans les usines. Qualifié d'«évêque social», voire d'«évêque rouge» par certains, il publie un ouvrage intitulé «La Question ouvrière et le christianisme» (1864), où il réclame un passage de l'action caritative traditionnelle à la politique sociale moderne, en mettant en cause la société industrielle qui transforme le travail des ouvriers en «marchandise» dont le prix est fixé par le capital qui détient le pouvoir sans partage : «Le voilà, le marché des esclaves de notre Europe libérale»¹⁰. Il préconise l'association des ouvriers pour qu'ils puissent défendre leurs intérêts et leur propose de former des coopératives, ce qui leur permettrait de participer activement à la vie économique. Pour M^{gr} Ketteler, il ne s'agit pas de diaboliser le capital et l'industrialisme moderne mais d'opérer une humanisation des relations entre possédants et classes laborieuses. Dans un important discours qu'il tient devant des milliers d'ouvriers, le 25 juillet 1869, il s'adresse aux auditeurs pour qu'ils prennent des initiatives en formant des syndicats, d'après le modèle

8 Le Parlement de Francfort avait pour mission de doter la future Allemagne unifiée d'une constitution. L'assemblée siégea entre mai 1848 et mai 1849 dans l'église Saint-Paul de Francfort et fut dissoute après l'échec de la révolution 1848-1849 dans les États allemands.

9 Jérôme FEHRENBACH, *Von Galen. Un évêque contre Hitler*, Paris, Éditions du Cerf, 2018, 417 p. (Ketteler «évêque social» : p. 41-45).

10 Erwin ISERLOH, *Wilhelm Emmanuel von Ketteler. Sammlung 1811-1877*, Paderborn, Schöningh, 1990, 161 p. (voir p. 82).

anglais des *trade-unions*, pour s'opposer à la pression du capital¹¹. Les droits de l'Homme et les libertés civiques inscrites dans les constitutions libérales des États allemands ne serviraient à rien, si le pouvoir de l'argent pouvait les fouler aux pieds à tout moment, déclare-t-il¹².

En 1861, la Prusse autorise la création d'associations sur son territoire puis les autres États suivent le mouvement. La Saxe met fin à la plupart des restrictions limitant les activités politiques des citoyens, ce qui permet à Ferdinand Lassalle (1825-1864), un philosophe hégélien et théoricien socialiste, de fonder l'Association générale des travailleurs allemands, à Leipzig, le 23 mai 1863. Cette organisation a vocation à se transformer en parti politique, mais son essor prometteur s'arrête brusquement lorsque son fondateur Lassalle est tué en duel au cours de l'été 1864. En 1875, les «lassaliens» se fondent dans le courant marxiste pour devenir le «parti socialiste ouvrier d'Allemagne». De son côté, avec intérêt et même avec une certaine sympathie, M^{gr} Ketteler observe les actions de Lassalle et de ses partisans mais il favorise la création d'associations ouvrières chrétiennes, autonomes et distinctes, inaugurant ainsi le courant chrétien-social et le syndicalisme catholique appelés à marquer profondément le paysage politique et sociétal d'outre-Rhin au XX^e siècle¹³. Des associations ouvrières catholiques sont créées en grand nombre dans les pays rhénans à partir des années 1860. Elles forment les origines d'un syndicalisme chrétien et d'une réflexion sur la doctrine sociale de l'Église catholique qui aboutit à l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII, du 15 mai 1891, document inaugural d'un courant démocrate-chrétien qui tourne le regard résolument vers les questions sociales.

Le syndicalisme socialiste et la naissance du mouvement ouvrier

Après la fondation, par Ferdinand Lassalle, de l'Association générale des travailleurs allemands (1863), un syndicalisme socialiste voit le jour et s'installe durablement à côté des associations ouvrières chrétiennes, inspirées notamment par les idées de M^{gr} Ketteler, et de quelques associations d'obédience libérale qui s'adressent surtout aux artisans indépendants. La création de ces organisations répond surtout à la liberté économique instaurée par les États allemands, engagés en 1869 sur la voie de l'unification politique. Désormais, toute personne peut exercer librement n'importe quel métier et les dernières survivances du système des corporations artisanales deviennent caduques. Avant cette date,

11 *Ibid.*, p. 117-125.

12 *Ibid.*, p. 125.

13 Le catholicisme social contribue au développement du modèle du «capitalisme rhénan», dont la politique sociale et la participation ouvrière constituent des éléments-clé. Voir : Herbert HÖMIG, *Katholiken und Gewerkschaftsbewegung 1890-1945*, Paderborn, Schöningh, 2003, 171 p.

les corporations protégeaient leurs membres contre la pression concurrentielle. Pour maintenir leur position face à la concurrence économique, les artisans se regroupent avec les ouvriers industriels au sein des associations (*Vereine*) ou des syndicats (*Gewerkschaften*). Ces formations sont dirigées contre le principe même de la mise en concurrence des individus, inhérent à l'économie libérale et capitaliste. Cet état d'esprit transparaît dans un document de 1869 qui appelle à créer un syndicat d'ouvriers et d'artisans dans la ville saxonne de Crimmitschau, «ville aux cent cheminées d'usine», centre de l'industrie du textile dans le bassin saxon. Le texte met en garde contre les ravages de la concurrence capitaliste qui s'installe au détriment de la solidarité naturelle des classes laborieuses: «guerre de tous contre tous», «combat quotidien pour la survie matérielle»¹⁴. Il est rédigé par le cadre supérieur d'une usine textile, Julius Motteler (1838-1907), qui s'investit en faveur de la participation des ouvriers à la vie politique en créant, avec des militants du libéralisme de gauche, le «Parti populaire de Saxe». En avril 1869, il lance l'appel pour un grand rassemblement ouvrier à Leipzig afin d'organiser la fondation d'un puissant syndicat pour la défense des travailleurs contre «l'oppression et l'exploitation». L'initiative se réclame du programme politique que Karl Marx avait conçu pour l'«Association internationale des travailleurs» fondée à Londres en 1864. Elle rencontre un écho favorable. Plusieurs centaines de délégués ouvriers se retrouvent à Leipzig pour inaugurer le premier syndicat industriel allemand, auquel des femmes peuvent également adhérer (futur syndicat des ouvriers du textile), au mois de mai 1869. August Bebel (1840-1913), représentant du courant marxiste au sein du mouvement ouvrier allemand et futur chef du parti socialiste (SPD), en élabore les statuts. Le syndicat présidé par Julius Motteler existe sous cette forme jusqu'en 1878, année de sa dissolution par les autorités, dans le cadre de la répression instaurée par les lois antisocialistes du chancelier Bismarck.

À partir de la Saxe fortement industrialisée, le mouvement ouvrier allemand s'est très tôt émancipé de la gauche libérale-démocrate et «bourgeoise». Au plan européen, le rassemblement leipzigois de mai 1869 constitue une date marquante dans cette évolution importante. En Grande-Bretagne et en France, les partis libéraux ou radicaux-républicains continuent à représenter les ouvriers jusque dans les années 1890. Les initiateurs du syndicat des ouvriers du textile saxon, August Bebel et Julius Motteler, rompent avec le libéralisme traditionnel et le courant «progressiste» bourgeois, en adhérant à l'Association internationale des travailleurs créée, en 1864 à Londres, à l'instigation de Karl Marx. Indépendant du libéralisme, le mouvement ouvrier allemand s'impose comme une composante autonome dès la fin des années 1860. Ce mouvement s'articule autour de deux forces d'attraction : les syndicats et le parti socialiste. Ce parti de masse de

14 *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellungen, vol. 7: Vom Deutschen Bund zum Kaiserreich 1815-1871*, dir. Wolfgang HARDTWIG et Helmut HINZE, Stuttgart, Reclam, 2018, 488 p. (voir p. 178-182).

type moderne prend forme lors de trois grands congrès fondateurs (Eisenach 1869, Gotha 1875, Erfurt 1891). Grâce à sa structuration et à la cohésion de ses membres, cette organisation peut survivre à la persécution déclenchée par les lois antisocialistes de Bismarck (1878-1890), la direction du parti s'exilant en Suisse. L'Allemagne connaît très tôt cette rupture entre les forces libérales qui font cause commune avec Bismarck après la victoire militaire contre l'Autriche (1866), pour atteindre l'objectif de l'unification nationale, et le mouvement ouvrier naissant au sein du camp de la gauche. Après la création de l'Empire allemand, en 1871, les libéraux soutiennent la politique unificatrice du chancelier, tandis que les socialistes sont désignés comme les «ennemis de l'Empire (*Reichsfeinde*)» par Bismarck, tout comme les catholiques et les démocrates antiprussiens de l'Allemagne du Sud. Après la démission du chancelier Bismarck et l'abrogation de ses lois antisocialistes, en 1890, le mouvement ouvrier allemand connaît un essor avec le développement d'une vie associative très importante (associations ouvrières sportives, jeunesses socialistes *etc.*) où un mode de vie «anti-bourgeois» prend forme. À la veille de la guerre, en 1914, le parti socialiste SPD annonce un million d'inscrits et les syndicats socialistes 2,5 millions de membres. À côté de cette redoutable organisation politique et sociale, les syndicats d'ouvriers catholiques et protestants se maintiennent, tout en accusant un déclin de leur élan. En 1912, les socialistes remportent les élections parlementaires en Allemagne et le SPD devient le premier des partis de l'Empire allemand.

La recherche d'une synthèse politique : Bismarck et les lois sociales

Aux yeux de Bismarck, la stabilisation de l'Empire allemand passait, sur le plan de la politique étrangère, par la formation d'un système d'alliances visant à isoler la France, la vaincue de 1871. Dans sa politique intérieure, il poursuivait une stratégie semblable, en désignant des «ennemis de l'Empire», qu'il s'agissait de combattre avec tous les moyens, en les isolant d'abord sur l'échiquier politique¹⁵. La colère du chancelier s'abat dès 1871 sur les catholiques, importante minorité confessionnelle de la Prusse et de l'Empire, dont les concepts sociétaux s'avèrent diamétralement opposés à ceux des libéraux, fidèles alliés de Bismarck depuis les succès militaires de 1866-1870. Le national-libéralisme reproche aux catholiques minoritaires de manquer de loyauté à l'égard de l'Empire et d'obéir à l'autorité «ultramontaine» (située au-delà des Alpes) de la papauté, puissance étrangère peu favorable à la formation d'un État-nation dirigé par les élites prussiennes et protestantes. Dans cette optique, la formation d'une nation homogène à partir des territoires disparates de l'Allemagne exige la destruction du catholicisme comme force culturelle, d'où le terme de *Kulturkampf* (lutte pour un idéal de culture)

15 Jean-Paul BLED, *Bismarck : de la Prusse à l'Allemagne*, Paris, Alvik Éditions, 2005, 332 p.

choisi pour dénommer ce conflit entre l'État et l'Église catholique. Face à la pression des autorités, le catholicisme allemand donne pourtant la preuve d'une grande capacité de résistance, en se rassemblant derrière son parti confessionnel, le *Zentrum*, dont l'évêque M^{gr} Ketteler de Mayence est l'un des pères fondateurs. Mobilisé par le clergé, les électeurs catholiques votent massivement pour «leur» parti, lequel obtient un score impressionnant de 28 %, lors des élections parlementaires allemandes de 1874. Fin politicien, Bismarck en conclut que le bon moment peut venir pour essayer de mettre fin au conflit avec les catholiques et de désigner, *in fine*, d'autres «ennemis du Reich».

En 1878, deux attentats perpétrés contre l'empereur allemand et roi de Prusse Guillaume I^{er} servent de prétexte à Bismarck pour initier une législation dirigée contre le parti socialiste. Les lois antisocialistes votées par la majorité libérale-conservatrice du parlement interdisent les organisations du mouvement ouvrier (syndicats, parti) et restent en vigueur jusqu'en 1890. Toutefois, ces mesures répressives n'apportent pas au chancelier combatif le profit escompté de sa ligne dure. Lors des élections de 1881, ses alliés nationaux-libéraux et conservateurs protestants subissent une lourde défaite. Le «chancelier de fer» se voit obligé de composer une nouvelle majorité pour gouverner. Ceci explique l'étonnant tournant social de la politique bismarckienne qu'il qualifie lui-même (avec un brin d'ironie) de «socialisme d'État». Dans la monarchie constitutionnelle de l'Empire allemand, un discours du trône inaugure la nouvelle session parlementaire. Le 17 novembre 1881, Bismarck tient ce discours à la place de l'empereur Guillaume I^{er}, âgé de 84 ans et gravement malade. Ce «message impérial» de 1881 inaugure la politique sociale des années à venir, en préconisant la création d'un système d'assurances en faveur des travailleurs : assurance couvrant les accidents au travail mais aussi assurance maladie, d'invalidité et de retraites¹⁶. Cet agenda ambitieux du gouvernement, esquissé dans le discours de 1881 avec comme objectif de «remédier aux maux sociaux» et qualifié de «devoir chrétien et moral» de l'État pour aider les faibles et les miséreux, est réalisé pas à pas au cours des années suivantes (1883-1889). Pour mener à bien cette politique, Bismarck a besoin du soutien de la majorité des députés mais il dépend aussi de l'appui des gouvernements des États allemands¹⁷, peu enclins à favoriser la centralisation de l'Empire par le biais d'une politique sociale relevant des compétences de la chancellerie à Berlin. Même si le «message impérial» s'adresse en premier lieu aux députés qui sont priés de mettre en place le nouveau dispositif politique,

16 Le texte du «message impérial» dans : *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellungen, vol. 8 : Kaiserreich und Erster Weltkrieg, 1871-1918*, Rüdiger VOM BRUCH et Björn HOFMEISTER (éds.), Stuttgart, Reclam, 2000, 511 p. (p. 52-55).

17 Selon sa constitution de 1871, l'Empire allemand se compose de 25 États fédérés, ainsi que de l'Alsace-Lorraine, annexée à la France, qui possède un statut particulier («Terre d'empire»).

ses véritables destinataires sont les ouvriers. Selon le calcul du chancelier, ceux-ci devraient former la future base électorale du pouvoir bismarckien.

Face à la crise économique que l'Allemagne subit après le krach de 1873, les majorités libérales misent toujours sur les forces du marché, tout en rejetant l'idée d'une politique sociale de l'État. Avec l'enlèvement de la récession économique, cette simple recette capitaliste n'inspire plus confiance aux électeurs dans cette Allemagne transformée par le suffrage universel. Après les échecs électoraux des partis libéraux, lors des scrutins nationaux de 1877 et de 1881, le chancelier met fin à la politique de libre-échange adoptée dans les années 1850, en faveur d'un tournant protectionniste, et il passe à une politique sociale volontariste, dotant l'Allemagne au plan fédéral d'un système d'assurances dirigées contre les «risques de la vie des travailleurs» : accidents, invalidité, maladie, pauvreté liée à l'âge avancé, toujours avec l'idée de se créer une clientèle fidèle au sein de la classe ouvrière et de renforcer la loyauté du peuple à l'égard du régime monarchique en Prusse et dans l'Empire. Cette politique novatrice transforme le paysage sociétal de l'Allemagne et contribue significativement à l'intégration des travailleurs dans l'État-nation prusso-allemand. Jusque-là, les travailleurs dépendaient du soutien de leurs familles, en cas d'invalidité, de maladie grave ou de perte d'autonomie due à un âge avancé. En principe, chaque personne incapable de subvenir à ses besoins avait également droit à une prise en charge dans sa commune d'origine mais les ouvriers industriels habitaient souvent loin de leurs lieux de naissance, de sorte qu'un accident du travail pouvait réduire toute leur famille à la plus grande misère.

En 1883, est introduite l'assurance maladie obligatoire. Elle prévoit une participation financière croisée des employeurs et des salariés à la gestion des caisses d'assurance, organisées au niveau fédéral, en jetant ainsi les bases du droit social le plus développé à la fin du XIX^e siècle. Seules les catégories de revenus très élevés (au-delà de 2000 marks par an) sont exemptées de l'obligation d'assurance. L'État garantit à chaque travailleur une rémunération décente en cas de maladie, ainsi que la prise en charge des dépenses pour les médicaments souvent très coûteux. Des caisses d'assurance maladie sont créées dans les villes les plus importantes pour gérer les cotisations et les dépenses. En 1884, l'assurance contre les accidents du travail est mise en place. En cas d'invalidité, l'intéressé peut désormais toucher, jusqu'à la fin de sa vie, l'équivalent de deux tiers, au maximum, de son ancien salaire. Si un père de famille meurt accidentellement au travail, la veuve et les enfants ont droit à une rente pour leur permettre de continuer à mener une vie digne et décente. Le cycle de la législation sociale bismarckienne est clos par la création de l'assurance vieillesse, en 1889, destinée à verser une rente aux travailleurs qui ont passé l'âge de 70 ans (!) ou qui sont incapables d'exercer leur métier, pour des raisons médicales liées à l'âge avancé de la personne. Toutes ces prestations sociales sont versées par le service postal, organisé à l'échelle de l'Empire dans la plupart des États allemands (Bavière et

Wurtemberg exceptés). Les cotisations à l'assurance vieillesse sont partagées, pour moitié entre les salariés et les employeurs, mais l'État allemand contribue financièrement à leur équilibre budgétaire, puisque les dépenses sont plus élevées que les recettes de ces différentes caisses, inaugurant ainsi l'ère de la sécurité sociale et de l'État-providence¹⁸.

Conclusion

Cependant, la politique sociale allemande n'apporte pas les fruits escomptés à son principal instigateur, Bismarck, qui n'arrive plus à constituer une majorité parlementaire stable autour de lui. Sa démission, sous la pression du nouvel empereur Guillaume II monté sur le trône en 1888, n'arrête pas l'élan réformateur du pouvoir impérial. Une loi pour la protection des ouvriers est votée, en 1891, qui interdit le travail des enfants de moins de 14 ans, ainsi que le travail de nuit des femmes dans les usines. À l'époque, la législation sociale allemande est considérée comme exemplaire par un grand nombre d'observateurs dans d'autres pays européens. L'économiste français Maurice Block (1816-1901) explique que les autorités françaises feraient bien d'imiter ce « modèle allemand » pour mieux réguler la vie sociale en France¹⁹. D'une part, ces lois sociales bismarckiennes n'atteignent pas leur principal objectif d'éloigner durablement la classe ouvrière des organisations socialistes. Aussi, après la démission du chancelier, les lois antisocialistes sont-elles donc abolies et le parti social-démocrate rétabli lors du congrès socialiste d'Erfurt (1891). Il finit par devenir le parti le plus important d'Allemagne lors des élections parlementaires de 1912. D'autre part, ces réformes sociales, dont la synthèse constitue le *Code Social* allemand de 1911, contribuent beaucoup à la stabilité de la société allemande, avant 1914, qui favorise l'essor économique du pays dans le cadre de la « Seconde révolution industrielle ». Mise en place à partir de 1895, elle se fonde sur les technologies du futur : industrie électrique, chimie, mécanique de précision et construction de machines. Cette insolente réussite industrielle et socioéconomique de l'Empire allemand, au début du XX^e siècle, « nationalise » les ouvriers allemands et intègre *de facto* les organisations socialistes, le parti social-démocrate SPD en premier lieu, dans un consensus national. Ceci explique leur ralliement à la cause de la « patrie en danger » dans la crise précédant l'éclatement de la guerre européenne, à l'été 1914. Par conséquent, l'héritage bismarckien de la politique sociale a stabilisé

18 Sandrine KOTT, *L'État social allemand. Représentations et pratiques*, Paris, Belin, 1995, 413 p. (voir surtout p. 11-33).

19 Maurice BLOCK, *Les assurances ouvrières en Allemagne*, Paris, Guillaumin, 1895, 135 p.

l'Empire allemand créé en 1871 par le biais d'un «nationalisme social», point de convergence de nombreuses réflexions d'acteurs politiques de l'époque²⁰.

20 À titre d'exemple, Friedrich Naumann (1860-1919), homme politique libéral et pasteur protestant, fonde l'«Association nationale-sociale», en 1896, une tentative de synthèse des trois grandes tendances politiques du XIX^e siècle (nationalisme, socialisme, libéralisme), tentative pourtant vouée à l'échec. Pour la perception de Friedrich Naumann en France voir surtout : Philippe ALEXANDRE, «"Herr Friedrich Naumann ist eine der interessantesten Figuren des zeitgenössischen Deutschland". Zur Wahrnehmung eines deutschen Liberalen in Frankreich», *Jahrbuch zur Liberalismus-Forschung*, 31, 2009, p. 285-315.